



EMPLOIS, SALAIRES, RETRAITES UN MEME COMBAT

« Travailler plus pour gagner moins ». *Emmanuel Macron a décidé de passer en force sa réforme des retraites. Avec plus de 2 millions de manifestants contre la réforme des retraites BORNE-MACRON, le Gouvernement prend la grave responsabilité de plonger le pays dans un conflit social de grande ampleur.*

Le Gouvernement veut imposer sa réforme violente et injuste pour résoudre un déficit qui s'élèverait à 12 milliards à l'horizon de 2030... Pourtant, il a refusé d'examiner les nombreuses propositions des organisations syndicales qui permettent non seulement de remettre les comptes à l'équilibre mais, surtout, de financer la retraite à 60 ans avec au minimum 75 % du dernier salaire.

IL EST URGENT D'AUGMENTER LES SALAIRES, LES PENSIONS, LES MINIMA SOCIAUX. C'EST JUSTE ET C'EST POSSIBLE.

Repousser l'âge de départ à la retraite à 64 ans, c'est aggraver le chômage et la précarité et dégrader nos conditions de travail et de vie.

Le gouvernement sous couvert de vouloir sauver notre système rend de plus en plus inaccessible la possibilité d'avoir une carrière complète. En ce sens, cette future réforme des retraites va s'ajouter aux nombreuses réformes qui vont considérablement baisser le niveau des pensions des retraités actuels et futurs.

Ce qu'il faut, c'est augmenter les recettes pour financer de nouveaux droits et éviter la dégradation des pensions :

- Mobiliser les 157 milliards d'euros annuels d'aides publiques aux entreprises : c'est 13 fois le déficit annoncé des retraites !
- Intégrer dans les cotisations sociales les primes des fonctionnaires, l'intéressement et la participation.
- Mettre fin aux 28% d'écart de salaire entre les femmes et les hommes : ça rapporterait 6 milliards d'euros aux caisses de retraite.
- Augmenter les cotisations de 0,8 point : soit 8.25€ par mois de cotisations salariales et 8.25€ de cotisations patronales pour un SMIC à 2 000 €.
- Cesser d'exonérer de cotisations sociales les dividendes et les revenus financiers des entreprises. Et il y a de quoi faire : en 2022, les actionnaires des sociétés du CAC 40 ont touché 80 milliards d'euros...
- Augmenter les salaires, puisque mécaniquement cela augmente les cotisations sociales pour financer les pensions et garantir de meilleurs droits à la retraite. Dans le privé, 5% de hausse des salaires rapportait 9 milliards d'euros de cotisations : la moitié de ce que le gouvernement espère économiser avec sa réforme injuste.
- Augmenter de 5% le point d'indice de la fonction publique représenterait 1,25 milliard € de cotisations retraites. Si le point d'indice avait suivi l'inflation depuis 2010, ça ferait 5 milliards d'euros de cotisations supplémentaires dans les conditions actuelles.
- Recruter : on estime à environ 1,7 million le nombre d'emplois qui pourraient être créés avec le passage aux 32h dans le privé, soit 13,6 Mds€ de cotisations retraites supplémentaires. En recrutant les 400 000 fonctionnaires nécessaires dans la fonction publique hospitalière, 5 milliards d'euros supplémentaires seraient collectés pour les retraites.

**M
A
N
I
F
E
S
T
A
T
I
O
N**

31 JANVIER 10H30
Esplanade St Bénézet

**POUR
LA
RETRAITE
À 60
ANS**



**CONTINUONS
LA LUTTE**

la
cgt
Vaucluse